

Nouvelles pratiques sociales



François Dubet et Didier Lapeyronnie, *Les quartiers d'exil*, Paris, Seuil, 1992.

Louis Favreau

Volume 6, numéro 2, automne 1993

Jeunes et enjeux sociaux

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/301242ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/301242ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université du Québec à Montréal

ISSN

0843-4468 (imprimé)

1703-9312 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Favreau, L. (1993). Compte rendu de [François Dubet et Didier Lapeyronnie, *Les quartiers d'exil*, Paris, Seuil, 1992.] *Nouvelles pratiques sociales*, 6(2), 232–239. <https://doi.org/10.7202/301242ar>

Les quartiers d'exil

François DUBET et Didier LAPEYRONNIE
Paris, Seuil, 1992

Comment comprendre aujourd'hui les émeutes urbaines ou le racisme quotidien dans des quartiers populaires au Québec, en France ou aux États-Unis ? Une hypothèse, celle de la sociologie française des mouvements sociaux telle que décrite et expliquée par F. Dubet et D. Lapeyronnie dans *Les quartiers d'exil*.

On a l'habitude d'associer la sociologie des mouvements sociaux à quelques auteurs comme A. Touraine (France) et A. Melucci (Italie) en s'y référant de façon presque exclusive. Or, d'autres figures de cette sociologie apparaissent aujourd'hui, beaucoup plus proches des questions sociales sur lesquelles nous travaillons. C'est le cas de M. Wieviorka avec *La France raciste* (1992) et *L'espace du racisme* (1991), de F. Dubet et D. Lapeyronnie avec *L'État et les jeunes* (1985), de F. Dubet avec *La Galère, jeunes en survie* (1987) et, plus récemment, du présent ouvrage, *Les quartiers d'exil*, (1992), sans parler de *Pobladores* (1989) sur les quartiers populaires et leur organisation en Amérique latine, particulièrement au Chili. Jeunes, immigrants, bidonvilles, quartiers urbains et pauvreté, tels sont les problèmes sociaux abordés par ces auteurs. Mais toujours en relation avec leurs conduites collectives, c'est-à-dire en relation avec les groupes qui vivent ces problèmes, en les considérant non pas comme « victimes » d'un système (sociologie de la reproduction), ni comme « agents » d'un système (analyse systémique et parsonnienne), ni comme acteurs individuels (analyse interactionniste) mais comme acteurs collectifs porteurs d'aspirations, de revendications, de stratégies, de projets à l'intérieur d'un ensemble de rapports sociaux.

Mais de quoi s'agit-il lorsque l'on parle de quartiers d'exil ? Des marginaux de banlieues¹, des minorités ethniques en situation d'exclusion sociale, des jeunes qui « galèrent » (le mal de vivre). D'entrée de jeu, le livre, fruit d'une réflexion issue de plusieurs enquêtes-terrain menées depuis près d'une dizaine d'années, avance la proposition suivante :

Jusqu'au milieu des années 70, les grèves ouvrières et l'action syndicale ont dessiné les contours de la question sociale. Puis, brutalement, les banlieues et les émeutes urbaines les ont remplacées. Avec elles sont apparus, sur le devant

1. En France, parler des banlieues, c'est comme parler au Québec et dans l'ensemble nord-américain des quartiers populaires des centres-villes, des « *inner cities* ». Il s'agit de quartiers périphériques des villes mais dont la composition sociale nous renvoie comme dans nos centres-villes aux classes populaires et à différentes formes de pauvreté.

de la scène, les problèmes de l'immigration, de la délinquance juvénile et de l'insécurité. Les conflits de travail et l'entreprise ont laissé la place à l'exclusion et à la question de la ville [...] (p. 7).

Voilà un cadre de réflexion et d'analyse assez provocant qui nous éloigne de celui de l'« école de la régulation » (Lipietz, Bélanger et Lévesque, etc.) qui insiste, lui, sur les rapports « capital-travail » et sur la mise en œuvre aujourd'hui de nouveaux compromis sociaux. Nous y reviendrons.

Nous serions donc aujourd'hui aux prises avec un problème majeur, celui de l'exclusion sociale, c'est-à-dire que par delà les inégalités sociales, s'installerait une fracture au sein de notre société entre ceux qui, d'un côté, sont intégrés, les classes moyennes auxquelles participeraient d'ailleurs une partie de la classe ouvrière (des secteurs secondaire et tertiaire), celle qui est organisée et qui dispose d'un travail relativement stable et de l'autre, ceux qui sont carrément exclus, l'un et l'autre groupe disposant chacun « de ses stratifications et de ses cultures » (p. 38).

Parce que nous serions de plus en plus dans une société duale plutôt que dans une société industrielle. Nuance des auteurs : selon que nous sommes en Amérique latine, aux États-Unis ou en France, la dualisation peut être, à un extrême, une dualisation massive et radicale (cas patent à mon avis du Pérou, par exemple), une pente relativement inquiétante engagée dans cette direction (cas, par exemple, de plusieurs grandes villes américaines comme New York ou Los Angeles) ou une pente encore douce de certains groupes situés en queue de peloton qui décrochent peu à peu (p. 37) comme peuvent l'être les principales villes de France ou du Québec. Le chômage expliqué par la crise économique n'explique rien tant que cette crise n'est pas elle-même située comme indicateur d'une société en transition où la mobilité sur le marché du travail est liée à l'industrie dans les années 70, tandis que celle des années 90 est liée au tertiaire précaire et au chômage.

Résultat : les travailleurs sociaux écopent, et plus largement les professionnels du social et de l'éducation, les municipalités, la vie associative... Bref, ceux qui doivent affronter les problèmes des jeunes (décrochage et délinquance) et des quartiers populaires (pauvreté, extrême pauvreté, racisme, etc.) sont placés dans une situation d'aggravation telle que l'impuissance serait en voie de devenir une trajectoire courante des différentes interventions menées.

Par la suite (chapitre 2, p. 47-78), nous entrons dans le vif du sujet autour des problèmes de la jeunesse selon les classes sociales (de l'après-guerre à aujourd'hui). Chapitre percutant qui nous démontre les tendances à l'œuvre sur une quarantaine d'années.

- 1) En premier lieu, la banlieue ouvrière française des années 50 et 60 où les quartiers constituaient de véritables communautés sociales au sens fort de ce terme : « une logique communautaire construite autour d'une culture populaire, une logique de conscience de classe et, enfin, une

logique de participation sociale» (p. 50), ce qui permettait à de nombreux jeunes de canaliser leur révolte dans le militantisme social, syndical, politique avec la JOC, les jeunesses socialistes ou communistes, etc.

Qui a vécu les années 60 dans les vieux quartiers ouvriers du Québec aura reconnu des quartiers comme le quartier Hochelaga-Maisonneuve à Montréal ou ceux des centres-villes de Hull, de Sherbrooke, de Québec ou de Trois-Rivières où les ouvriers des grandes entreprises du papier, de la métallurgie, de la construction donnaient le ton, inspiraient l'action collective et le mode de vie. Pendant cette période, les politiques sociales en direction de la jeunesse étaient généralement de soutenir des associations et des mouvements œuvrant dans ces quartiers.

- 2) Ensuite, ces quartiers transitaient, avec le déclin industriel et l'éclatement professionnel du monde ouvrier, vers une certaine coupure entre l'appartenance «jeunes» et l'appartenance «ouvrière», chez les blousons noirs notamment; vers un mode de vie «jeunesse» et vers un itinéraire plus long, qui se prolongeait au-delà de l'adolescence; vers un remplacement des intervenants issus du milieu par des intervenants professionnels du travail social, de l'éducation spécialisée, de l'animation sociale et de l'organisation communautaire. La communauté cherchait alors à régler par elle-même ses problèmes, avec l'aide de la municipalité très souvent contrôlée par la gauche. Avec le temps, elle a été remplacée par l'État-providence, ses institutions, ses programmes, ses services professionnels.
- 3) Puis, aujourd'hui, avec le déclin de l'organisation traditionnelle de ces communautés couplé à l'affaiblissement du mouvement ouvrier (de ses syndicats, de ses associations, de ses partis), on retrouve de plus en plus fréquemment des violences urbaines (émeutes, échauffourées, etc.), des révoltes sans espoir, sans projet. Crise urbaine, c'est-à-dire crise des organisations du milieu et crise des politiques sociales et des professionnels intervenants dans ces milieux sur fond d'anomie, d'insécurité, d'appauvrissement et aussi d'hétérogénéité (arrivée massive de nouveaux immigrants, etc.).

D'où l'urgence de nouvelles stratégies de revitalisation économique et sociale... Cela, c'est moi qui le dit, car en «bons» sociologues français, Dubet et Lapeyronnie ne tirent pas de conclusions de ce genre, bien qu'ils les laissent parfois deviner.

Le troisième chapitre (p. 79-110) attaque de front ce qu'ils appellent «l'irruption du problème immigré» et l'intégration des minorités dans la société française qui est faite de multiples combinaisons autour de trois notions: celle d'insertion socio-économique (par le travail), celle de l'intégration culturelle (la connaissance de la langue et la maîtrise des codes culturels français et modernes) et celle de la participation à la vie civile (l'engagement de citoyen).

Ce chapitre permet au lecteur de prendre acte du caractère hétérogène de l'immigration : insertion réussie pour plus de la moitié des immigrés, mais ratée pour un tiers d'entre eux ; de se rendre compte également de la diversité des situations et des niveaux d'intégration (au plan socio-économique, culturel et de la vie civile) ; de mieux saisir le changement de nature de l'immigration (de l'immigration de main-d'œuvre à l'immigration de peuplement) ; d'observer la transformation de l'école plus que de l'habitat qui « joue un rôle central dans l'apparition de la ségrégation » (p. 84), compte tenu de la concentration d'enfants immigrés en situation d'échec, de l'ambivalence de l'insertion économique et, en dernier lieu, de la faiblesse en France d'une vie politique démocratique en dehors des grands affrontements politiques nationaux.

Ce dernier aspect fait, à mon avis, une grande différence avec l'Amérique du Nord (États-Unis, Canada et Québec compris) et le Royaume-Uni, quant au développement de stratégies de changement assumant la question sociale immigrante ou plus largement la revitalisation sociale et économique de ces quartiers². La notion de « *citizenship* » ou de citoyenneté est en effet traversée historiquement en Amérique du Nord par l'organisation des communautés locales (communautés disposant d'une base territoriale). Cet attachement au territoire ou communauté de voisinage semble souvent plus marqué que celui lié au travail (l'entreprise).

Les auteurs parlent aussi (trop brièvement) des différentes stratégies d'intégration et d'identité des populations immigrées : à un extrême, la stratégie encore inscrite dans une logique migratoire qui considère la société d'accueil comme provisoire et, à l'autre extrême, la stratégie de ceux qui ont quitté définitivement cette logique. Entre les deux, une variété de « stratégies d'installations » (p. 105).

L'ouvrage aborde aussi la question des classes populaires françaises déchirées et divisées sur l'immigration telle que vécue autour de l'école et du voisinage. Puis, il est signalé qu'à travers la ségrégation exercée par l'école et la ville, une partie de la population immigrée additionne la marginalité culturelle à l'exclusion sociale, devenant ainsi une « population totalement en dehors et sans aucun recours » (p. 109).

Les chapitres 4 et 5 (p. 111-169) sont plus spécifiques en ciblant la « galère », le mal de vivre des jeunes. Voilà un chapitre qui interpelle directement les trois professions clés de l'intervention auprès des jeunes dans les quartiers pauvres : les enseignants, les travailleurs sociaux (et professions assimilables) et les policiers.

2. La tradition marxiste française (en sociologie comme en politique) a longtemps considéré la question urbaine et l'organisation communautaire sur des bases de quartiers comme étant « secondaire » et donc négligeable (par opposition à la contradiction dite « principale » qui oppose le capital et le travail). Ce qui n'est pas sans correspondre ici à un vieux débat des années 70. On peut penser, par exemple, à la revue *Mobilisation* et à tout le courant « marxiste-léniniste » québécois, courant pour lequel l'implantation dans les grandes entreprises devait prévaloir sur le travail de quartier.

La communauté est en effet désorganisée par la constitution de zones marginales dans la ville, zones qui reflètent bien l'écart considérable entre une urbanisation forte et une industrialisation faible. Ainsi, une partie de la population se retrouve dans un processus cumulatif de problèmes vécus par les mêmes groupes dans les mêmes quartiers. Les jeunes de ces quartiers ne développent alors pas de dispositions à l'action collective organisée dans la veine exploitée pendant des décennies par les diverses jeunesses ouvrières (JOC, etc.). C'est plutôt la rage qui prévaut, c'est-à-dire vouloir casser et détruire.

Là où les diverses jeunesses ouvrières organisées auront vu dans cette société qui est la nôtre des mécanismes de domination et des adversaires sociaux auprès de qui revendiquer et avec qui négocier, les jeunes «galériens» se représentent plutôt la société comme une «jungle» dans laquelle on se débrouille comme on peut en utilisant autrui (p. 121). Cible dès lors privilégiée de son mécontentement : la police, symbole de la violence et de l'arbitraire de la société dans son ensemble. D'où aussi l'immense difficulté des intervenants d'établir une relation durable avec ces jeunes, l'imprévisibilité devenant une constante.

Allons-nous vers une structuration de la galère en bandes avec leur sous-culture de territoires à défendre, de seconde famille retrouvée dans un groupe cohésif, ce qu'on retrouve en concentré dans nombre de villes américaines ? La possibilité d'une telle structuration est là. Montréal, par exemple, participe probablement de cette dynamique sociale. Comment alors prévenir cette galère qui est le «fond du baril», le «point zéro d'une expérience sociale où se concentrent toutes les formes de destruction du monde populaire» (p. 137).

Avec les jeunes immigrés des milieux populaires, la situation, on l'aura deviné, s'aggrave : 70 % de ceux-ci sont nés en France (la deuxième génération) : par conséquent, la situation de ces jeunes est celle d'une intégration culturelle forte par l'école mais d'une insertion socio-économique faible. L'écartèlement est à son maximum, car il cumule un conflit avec la famille (les valeurs de la société d'accueil versus les valeurs de la famille), un refus de la condition ouvrière et immigrée, l'absence d'espoir de retour au pays d'origine, l'expérience de la xénophobie, voire du racisme, dans la vie de voisinage et des échecs scolaires répétés pour une partie d'entre eux.

Sur cette toile de fond sociale, des jeunes immigrés réussissent néanmoins à s'insérer dans des actions collectives, celle du mouvement antiraciste, lequel au fil des ans additionnera quelques importantes défaites, en partie attribuables à l'opposition entre deux stratégies, celle de l'intégration, de «l'entrée négociée et conflictuelle dans le système politique» (p. 165) et celle de la rupture ou de l'affirmation de la spécificité.

Le chapitre 7 (p. 171-198) revient sur la question des émeutes et des bandes. En premier lieu, les émeutes expriment la violence sans projet, celle qui ne se transforme pas en mouvement. À noter ici, à mon avis, l'erreur d'inter-

prétation de bon nombre d'analystes de gauche aux États-Unis, de conférer aux émeutes un potentiel de changement social. Elles n'entrent pas dans « une logique de construction de conflits » nous disent les auteurs (p. 198). Saul Alinsky avait déjà compris cela dès le début des années 60 !

Sans projet et faiblement organisée, l'émeute a néanmoins un sens. C'est la voie qui reste quand on ne dispose pas « de la ressource économique du travail et de la grève, ni la ressource politique du vote » (p. 180). Mais partout, le pillage et la colère n'ont jamais donné naissance à un mouvement. Quant aux bandes, elles se constituent en l'absence d'identité construite par l'école et le travail. Des « territoires » possédés en bande dont on se fait les ardents défenseurs deviennent le dispositif de création d'une cohésion et d'une fierté perdues. On y fait des « affaires », des combines : petite délinquance (vol), trafic de drogue, bref, le bricolage d'une économie informelle.

Zones d'éducation prioritaires (ZEP), développement social de quartiers (DSQ), etc., toute une recomposition de l'intervention sociale de quartiers est à l'œuvre présentement en France. C'est à une réflexion sur cette question que nous convie le dernier chapitre (p. 199-237).

Dans une société industrielle intégrée, les politiques sociales sont fondées sur le travail. Les transferts sociaux se font par l'intermédiaire d'accords institutionnalisés et médiatisés par l'État entre les travailleurs et les entreprises. Les politiques sociales servent à réintégrer pauvres et chômeurs par le travail. Ce travail fournit un revenu, favorise le développement d'une identité et incite à la participation » (p. 200). Dans une société industrielle, progrès social et progrès économique sont également étroitement associés.

Mais voilà qu'avec les années 80, les deux se séparent. L'État-providence ne corrige plus les anciens dispositifs à la source des inégalités sociales. Pire, la pauvreté non seulement ne disparaît pas, elle change de nature, devient exclusion en évacuant du marché du travail des groupes (jeunes) et en conduisant des quartiers entiers à la dérive. *Le problème devient moins de réguler les conflits entre le capital et le travail – ce que les syndicats et les partis de gauche maîtrisent assez bien – mais d'« incorporer des exclus [...], les problèmes sociaux n'étant plus centrés sur l'entreprise, mais territorialisés »* (p. 208).

Des politiques sociales nouvelles ont donc commencé à apparaître : 1) d'abord, par un effort de décentralisation ; 2) ensuite, par un soutien à des initiatives d'insertion de jeunes en difficulté (stages de formation professionnelle et stages d'insertion) et leur débouché sur des emplois d'économie locale fondés, par exemple, sur des services de proximité dont les bases sont à la fois économiques et sociales ; 3) puis par le *Développement social de quartiers* (DSQ), sorte d'approche intégrée sous la responsabilité des municipalités et visant la participation des habitants dans la lutte contre l'échec scolaire, la dégradation des logements et des équipements culturels, la faiblesse de l'économie locale.

Tout cela demeure bien fragile, à mon avis, dans un pays qui a bien peu de tradition d'organisation communautaire autonome. Les auteurs affirment néanmoins que cette stratégie de DSQ réussit quand même à enrayer la dégradation, à réintroduire le principe de la décision politique au niveau local, de là où il avait été évacué (p. 223-224). Ce qui n'est pourtant pas sans risque pour la vie associative, car «les leaders sont largement absorbés dans les différents dispositifs et institutions où ils ont trouvé à s'employer», créant comme aux États-Unis une *welfare class* (p. 227). Conclusion : «dans une société dualisée, la démocratie pure a toutes les chances de n'être qu'un marché entre les classes moyennes, qu'un marchandage aboutissant au renforcement des frontières entre les deux mondes» (p. 237).

Le livre est percutant et perspicace dans l'analyse de la situation des quartiers populaires, dans la capacité à cerner l'évolution sociale des quartiers et des principaux groupes de ces quartiers autour des notions de «société duale» et d'«exclusion sociale». Bref, il invite l'organisation communautaire d'ici à chercher à saisir la nouvelle configuration sociale des quartiers populaires montréalais, hullois, etc.

Mais les conclusions dans l'analyse de l'intervention sociale de quartiers, les DSQ et autres initiatives locales de type communautaire, sont hâtives, inutilement pessimistes et de peu d'intérêt compte tenu de l'espace réel qui leur est consacré soit une trentaine de pages sur 240. La sociologie française des mouvements sociaux, branchée sur le mouvement ouvrier et l'entreprise, issue de longs et sinueux débats avec les différentes traditions marxistes (communiste, althusérienne, etc.) éprouve des problèmes à comprendre la dynamique communautaire. Le «communautaire» dans cette tradition n'est pas loin d'être répudié parce qu'il est synonyme de «ghetto», de repli défensif. Cette sociologie ne comprend pas qu'un des sens attribuable, à la notion de «community», en milieu anglo-saxon (Royaume-Uni, États-Unis, Canada et Québec même), c'est celui d'une *appartenance de classe qui passe par un espace, un territoire*, plus que par l'entreprise et une scène politique où les conflits s'organisent sur cette base et celle de la citoyenneté, le «citizenship» (Boyte dans Favreau, 1992).

Bref, l'analyse des nouvelles stratégies de revitalisation économique et sociale demeure encore largement à faire. D'excellentes recherches commencent à se faire jour, notamment dans les disciplines de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme (Jacquier, 1992).

Bibliographie

- DUBET F. et D. LAPEYRONNIE (1985). *L'État et les jeunes*, Paris, Éditions ouvrières.
- DUBET, F. (1987). *La Galère, jeunes en survie*, Paris, Fayard.
- DUBET, F. (1989). *Pobladores*, Paris, L'Harmattan.

- FAVREAU, L. (1992). « Organisation communautaire et démocratie politique aux États-Unis : l'enjeu de la citoyenneté », entrevue avec H.C. Boyte, *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 5, n° 2, 9-18.
- JACQUIER, C. (1992). *Voyage dans dix quartiers européens en crise*, Paris, L'Harmattan.
- WIEVIEORKA, M. (1991). *L'espace du racisme*, Paris, Seuil.
- WIEVIEORKA, M. (1992). *La France raciste*, Paris, Seuil.

Louis FAVREAU
Professeur en travail social
Université du Québec à Hull